

# ASSEMBLEE GENERALE

## TREIZIEME SESSION

Documents officiels



### SEANCE PLENIERE

Jeu'di 18 septembre 1958,  
à 15 heures

New-York

### SOMMAIRE

Page

Point 9 de l'ordre du jour:

Discussion générale (suite)

Discours de M. Gromyko (Union des Républiques socialistes soviétiques) ..... 21

Président: M. Charles MAJIK (Liban).

### POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Discussion générale (suite)

1. M. GROMYKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]; Les sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies sont des événements qui, chaque fois, nous obligent à examiner à nouveau tous les aspects de la situation internationale et posent la question de savoir comment notre organisation s'acquitte de sa tâche principale, qui, aux termes de la Charte, est de maintenir la paix internationale. Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui, à la treizième session de l'Assemblée générale, que la situation internationale demeure très tendue et que le monde est exposé au danger d'explosions soudaines, ce qui confère à l'Organisation une responsabilité particulière.

2. Un mois à peine s'est écoulé depuis que les Etats représentés à l'Organisation des Nations Unies se sont réunis dans cette même salle, lors de la troisième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée, pour examiner la situation dangereuse créée dans la région du Proche-Orient à la suite du débarquement de troupes américaines au Liban et de troupes britanniques en Jordanie. Aujourd'hui, le monde se trouve placé de nouveau en présence d'une situation grave et dangereuse, cette fois en Extrême-Orient, où des forces navales et aériennes des Etats-Unis sont envoyées en hâte et où le Gouvernement des Etats-Unis agit en agresseur depuis de nombreuses années déjà, puisqu'il a mis la main sur des territoires qui appartenaient de tout temps à la Chine.

3. Il semble qu'il y a eu assez de propositions permettant d'arriver à une entente sur des mesures tout à fait concrètes propres à mettre fin à la "guerre froide", à arrêter la course aux armements et à renforcer la confiance et la coopération pacifique entre les Etats.

4. On sait que, depuis plus de six mois, l'attention du monde entier reste fixée sur la proposition du Gouvernement soviétique tendant à convoquer une conférence entre les chefs des gouvernements des Etats de l'Est et de l'Ouest, en vue de réduire la tension internationale. Pourquoi cette proposition captive-t-elle les esprits? Parce que chacun se rend compte du danger de la situation actuelle et voit comment, par suite de la politique que mènent certaines puissances, le monde se trouve poussé pas à pas vers une guerre catastrophique.

5. D'autre part, on comprend de plus en plus qu'une telle conférence, à laquelle les dirigeants responsables des puissances discuteraient franchement les problèmes les plus urgents, permettrait le mieux de trouver le moyen de mettre obstacle à ce glissement de l'humanité vers la guerre. L'idée de la convocation de cette conférence répond donc aux intérêts de tous les peuples et de tous les hommes, où qu'ils vivent, à l'est ou à l'ouest, au nord ou au sud.

6. Il convient toutefois de constater que, au cours des négociations relatives à la préparation de la conférence, des tentatives ont été faites pour empêcher qu'elle se réunisse, au moyen de propositions qui — les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni le savent fort bien — ne pouvaient servir qu'à rendre l'entente impossible, au lieu de la favoriser. C'est uniquement pour cette raison que la conférence "au sommet" n'a toujours pas été convoquée, bien que la nécessité s'en fasse sentir de plus en plus.

7. On sait également qu'il existe d'autres propositions qui ont bénéficié d'un large appui et dont l'objet est de mettre fin à la "guerre froide". Citons les propositions tendant à conclure un traité d'amitié et de coopération entre les Etats européens, à signer un pacte de non-agression entre les Etats membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord [OTAN] et les Etats parties au Traité de Varsovie, à créer au centre de l'Europe une zone d'où seraient exclues les armes nucléaires et les fusées; n'oublions pas, bien entendu, les propositions relatives au désarmement, qui sont toujours d'actualité, notamment celles qui concernent l'interdiction de l'arme atomique et l'élimination de la menace d'une guerre nucléaire.

8. Nul ne saurait reprocher à l'Union soviétique et aux autres Etats socialistes de ne pas avoir montré par des exemples concrets leur volonté d'atténuer la tension internationale et de renforcer la paix. Témoin le fait qu'au cours des trois dernières années l'Union soviétique a réduit ses forces armées de plus de 2 millions d'hommes. Témoin aussi l'arrêt unilatéral, par l'Union soviétique, des essais d'armes nucléaires.

9. Si l'on analyse la situation internationale actuelle, une question légitime se pose: comment se fait-il que, récemment, le monde ait été plusieurs fois à deux doigts de la catastrophe?

10. Si l'on va à la source du problème, il faut reconnaître qu'à la base de l'aggravation actuelle de la situation internationale on trouve la politique qui consiste à forger des "blocs" militaires agressifs, la politique de la "position de force" que mènent certains milieux des Etats-Unis. J'en veux pour preuve la menace, imminente aujourd'hui, d'un conflit militaire en Extrême-Orient, auquel prendraient part les plus grandes puissances du monde. Et si l'on a réussi jusqu'à présent à éviter à temps une tragédie, c'est avant tout grâce à l'union des Etats pacifiques et de toutes les

forces éprises de paix, qui se sont montrées résolues à aller jusqu'au bout pour arrêter et repousser l'agression.

11. Comme l'ont montré les décisions que l'Assemblée générale a prises à sa récente session extraordinaire d'urgence sur le retrait des troupes des Etats-Unis et du Royaume-Uni du Liban et de Jordanie, notre Organisation dispose d'un très vaste champ d'action pour servir la paix, à condition qu'elle résiste à la pression de certains gouvernements qui sont enclins à considérer l'Organisation des Nations Unies, non pas comme un centre où s'harmonisent les efforts des Etats en faveur de la paix, mais plutôt comme un mécanisme appelé à donner son estampille aux résolutions qui conviennent à une certaine puissance.

12. Parmi les problèmes urgents que la vie même pose à l'Organisation des Nations Unies, le plus brûlant, le plus important, est incontestablement celui du désarmement. De nos jours, bien peu nombreux sont ceux qui ne conçoivent pas toute la gravité du danger que présente la course incessante aux armements, qui, comme une avalanche, entraîne dans sa course des ressources matérielles et humaines de plus en plus importantes, affectées à la production de moyens d'extermination.

13. L'humanité a déjà été plus d'une fois victime de la politique de gonflement effréné des arsenaux des Etats. Mais peut-on nier que si l'on rassemblerait tous les moyens de destruction dont l'humanité a disposé au cours des siècles, y compris la période de la deuxième guerre mondiale, ces engins ne représenteraient qu'une fraction infime de ce que possèdent maintenant deux ou trois puissances? Il n'est pas nécessaire d'avoir beaucoup d'imagination pour voir quelles seront les conséquences funestes de la course actuelle aux armements si on ne l'arrête pas, si l'on ne prend pas des mesures spéciales pour faire machine arrière, si l'on n'interdit pas à temps l'emploi des engins de destruction massive.

14. Jamais auparavant, en temps de paix, autant de gens n'ont été occupés à la préparation de la guerre. A des fins de comparaison, on peut citer les chiffres suivants: en 1929, pendant la période d'accalmie qui s'est écoulée entre les deux guerres mondiales, les dépenses militaires directes de tous les pays se sont élevées à 4 milliards 200 millions de dollars, alors qu'en 1957, 12 ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, ces dépenses ont dépassé 100 milliards de dollars. Il convient de souligner en passant que, sur cette somme, plus de 60 milliards de dollars représentent la part des Etats membres de l'OTAN.

15. Voici d'autres chiffres non moins éloquents. On sait que des dizaines de millions d'hommes se trouvent actuellement sous les armes. On sait aussi que, pour chaque militaire, il y a plusieurs hommes qui travaillent pour les forces armées, dans l'industrie, l'agriculture, les transports, les communications, les instituts de recherche scientifique, etc.

16. D'après les estimations les plus prudentes des économistes, 100 millions d'hommes au moins participent aujourd'hui, directement ou presque directement, à la préparation de la guerre. Il s'agit, en règle générale, des éléments les plus actifs et les plus qualifiés de la population, dont la force créatrice est en plein épanouissement. Jugez vous-mêmes quelle somme d'énergie humaine, de travail, de connaissances, d'esprit d'invention est gaspillée à des fins qui sont foncièrement étrangères aux intérêts des peuples, à savoir la préparation d'une nouvelle tuerie mondiale.

17. Il fut un temps où les Etats accumulaient des armements et effectuaient des préparatifs de guerre dans les limites de leurs frontières nationales, chez eux. Une telle façon d'agir ne saurait se justifier non plus, car elle constitue également une préparation à la guerre. Mais après la fin de la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis ont introduit une pratique encore plus dangereuse. Ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour pénétrer à l'intérieur des frontières d'autres Etats et y installer leurs forces armées et leur matériel militaire, leurs bases atomiques et leurs bases de lancement de fusées. Ils cherchent à imposer à ces Etats des accords léonins concernant la création de telles bases et, en cas de résistance, ils les prennent littéralement à la gorge. La vague des préparatifs militaires fébriles qui part du continent nord-américain submerge, un par un, d'autres pays d'Europe, d'Afrique du Nord et d'Asie, commençant par les pays qui ont été entraînés dans les blocs militaires forgés par les Etats-Unis.

18. Ainsi, nous nous trouvons aujourd'hui en présence non seulement d'une accumulation d'armements nationaux qui a atteint des proportions dangereuses, mais de tout un système d'engagements militaires et autres qui sont utilisés pour accélérer la course aux armements et pour pousser d'autres Etats sur la voie d'une préparation de plus en plus intensive à la guerre. Prenons par exemple des pays qui font partie du bloc de l'Atlantique nord, comme la Norvège ou le Danemark. On pourrait difficilement soupçonner ces Etats et leur peuple de nourrir des desseins agressifs. Cependant, sous la pression des Etats-Unis, ces pays sont entraînés pas à pas dans des préparatifs de guerre, contrairement aux intérêts de leur propre sécurité.

19. Le mal immense causé à l'humanité par la course aux armements ne se limite pas à la création et à l'accroissement continu des ressources matérielles sans lesquelles l'agresseur ne pourrait déclencher une guerre. La fabrication d'armements, qui se poursuit à un rythme de plus en plus rapide, introduit dans les relations entre pays une méfiance et une tension compréhensibles étant donné les circonstances; elle oblige les Etats qui aimeraient consacrer toute leur énergie et toutes leurs ressources à l'édification pacifique et à l'élévation du niveau de vie de leur peuple à demeurer constamment sur leurs gardes et à répondre à la course aux armements qui leur est imposée par l'adoption des mesures nécessaires au renforcement de leur sécurité.

20. La course aux armements et l'état de "guerre froide" que le monde connaît depuis plusieurs années envahissent peu à peu tous les domaines des relations pacifiques entre les Etats et empêchent l'établissement de relations internationales saines et normales. La vie des Etats, le bien-être de leur peuple, l'activité quotidienne et l'existence de leurs citoyens s'en ressentent. Dans de nombreux pays, les dépenses excessives consacrées à l'armement ont gravement bouleversé l'économie. Des sacrifices de plus en plus grands sont exigés des contribuables.

21. Au lieu d'utiliser les ressources fiscales pour construire des habitations, des écoles et des hôpitaux, relever les pensions de vieillesse et les prestations de maladie, améliorer la situation de l'enseignement et faciliter l'accès des travailleurs aux richesses culturelles et artistiques, des milliards et des milliards sont jetés à l'abîme pour la fabrication d'engins de destruction. Mais ceux qui tirent des bénéfices toujours plus importants de la fabrication d'armements s'enrichissent grâce aux commandés militaires. Pour ceux-là, l'arrêt de la course

aux armements signifierait la perte de gains fabuleux. Comment ces gens pourraient-ils même songer à une réduction des armements, alors qu'ils ne pensent qu'à faire marcher à plein rendement la machine de guerre?

22. L'Organisation des Nations Unies peut-elle, dans ces conditions, se contenter du rôle d'observateur passif? J'admets qu'il se trouvera des gens dans cette salle pour nier que l'Organisation en soit arrivée là. Cependant, on ne saurait soutenir ce point de vue sans se trouver en contradiction avec les faits. Il est indéniable que l'Organisation en raison de la position des puissances occidentales, et des Etats-Unis en particulier, n'a pu devenir l'organisme qui dirigerait les efforts des Etats vers le désarmement — je pense, bien entendu, non pas aux discussions sur le désarmement ni aux nombreuses tonnes de papier utilisées pour les comptes rendus des séances consacrées à cette question, mais aux résultats pratiques. Il va sans dire que les gouvernements de certaines puissances ne demanderaient pas mieux que de voir l'Union soviétique désarmer unilatéralement pendant qu'il gonflent leurs arsenaux. Mais n'est-ce pas trop nous demander?

23. Comme par le passé, le Gouvernement soviétique est disposé à prendre part à des négociations fructueuses sur le désarmement, et il est convaincu que plus on approfondira les questions de désarmement à la présente session de l'Assemblée générale, plus la cause du désarmement y gagnera. Cependant, à notre avis, il est manifestement inutile de participer à des négociations où les pays membres de l'OTAN continueraient à dominer. La participation de l'URSS à de semblables négociations ne servirait qu'à créer l'illusion que l'on s'emploie réellement à résoudre le problème du désarmement, alors que les adversaires du désarmement, trompant les peuples, poursuivraient comme par le passé leur course effrénée aux armements. De toute évidence, l'Union soviétique ne saurait s'associer à ceux qui édifient leur politique sur la supercherie. Ces gouvernements ne parviendront pas à rendre l'Union soviétique complice de semblables menées. Nous l'avons toujours dit et nous le répétons en toute franchise, ouvertement, du haut de cette tribune comme ailleurs.

24. Les négociations sur le désarmement doivent être menées sur une base d'égalité de droits. La délégation soviétique préconise la création d'une commission du désarmement où la moitié des membres au moins serait choisie parmi les Etats qui n'appartiennent pas aux blocs militaires créés par les Etats-Unis et le Royaume-Uni, c'est-à-dire parmi les pays socialistes et neutres.

25. La voix du bon sens nous dit que plus on tardera à élaborer des mesures concertées de désarmement, plus les arsenaux grandiront et plus il sera difficile de commencer à désarmer. Mais il ne faut pas pour autant oublier un autre aspect, tout aussi dangereux, du problème. Les caractéristiques techniques des armes nucléaires sont telles que ces engins, une fois prêts à fonctionner, peuvent être mis en action par une ou deux personnes. Il existe déjà, on le sait, une grande quantité d'armes nucléaires, et le nombre de ceux qui se familiarisent avec leur emploi ne cesse de croître. Il suffirait qu'il se trouve parmi eux une personne souffrant de déséquilibre mental, par exemple, pour qu'une région habitée d'un pays quelconque devienne victime d'une explosion nucléaire accidentelle. Il risquerait d'en résulter une série d'attaques et de contre-attaques atomiques qu'aucun gouvernement ne serait en mesure de prévoir

et qui, telle une réaction en chaîne irréversible, ne pourrait être arrêtée une fois déclenchée.

26. Ce sont là des faits, des faits dans toute leur nudité, qu'aucune personne connaissant la situation ne saurait nier si elle est de bonne foi. Et lorsque les partisans de la course aux armements viennent nous dire, parfois, qu'eux aussi sont opposés à la guerre atomique et que la seule idée d'une pareille guerre les fait frémir, nous sommes en droit de demander comment on peut concilier leurs déclarations avec les faits dont je viens de parler, faits qu'ils ne peuvent ignorer et qui augmentent chaque jour le danger d'une guerre atomique.

27. Je voudrais m'arrêter particulièrement sur les interventions et les déclarations des représentants des pays qui ne fabriquent pas d'armes nucléaires, mais qui sont pieds et poings liés par leurs engagements envers l'OTAN et d'autres blocs militaires agressifs. Ces représentants affirment souvent qu'ils sont résolument opposés à la guerre atomique, que non seulement ils n'ont pas l'intention de favoriser le déclenchement d'une guerre atomique mais que, au contraire, ils entendent servir la cause de la paix. Toutefois, leurs intentions, et même les intentions de leurs gouvernements, sont une chose, et la logique objective des faits en est une autre. Ce n'est pas pour rien que l'on dit que l'enfer est pavé de bonnes intentions.

28. A quoi servent ces bonnes intentions si l'emploi de l'arme nucléaire dépend dans une large mesure d'un général américain, d'un officier américain ou même simplement du pilote qui, d'un geste, peut lâcher cette arme terrible? En vérité si, dans le passé, l'étincelle de Sarajevo a pu allumer l'incendie de la première guerre mondiale qui se préparait, si l'attaque contre l'Ethiopie, l'invasion par les nazis de la région des Sudètes et une série d'autres agissements analogues des agresseurs fascistes ont allumé les premiers foyers qui ont provoqué la conflagration de la deuxième guerre mondiale qui se préparait elle aussi, que dire de la situation qui s'est créée aujourd'hui, et, à plus forte raison, de celle qui pourrait se produire demain, lorsque l'on songe que le matériel incendiaire est déjà cent fois, mille fois plus dangereux qu'avant? Ajoutons à cela qu'il y a aujourd'hui beaucoup de gens qui, loin de répudier la guerre atomique, vont jusqu'à la glorifier et habituent l'humanité à l'idée qu'une guerre atomique est inévitable.

29. Etant donné l'importance croissante des forces qui prennent la défense de la paix, la guerre n'est pas absolument inéluctable à l'heure actuelle, et c'est sur ce fait que l'Etat soviétique fonde, comme par le passé, sa politique étrangère. Le désarmement, dans lequel les peuples voient un moyen sûr d'arracher le dard de l'agression, peut et doit être entrepris dès aujourd'hui. Commençons même par des mesures partielles, pourvu qu'elles soient effectives et qu'elles aillent dans la bonne direction.

30. Le gouvernement soviétique demeure partisan d'une solution radicale du problème du désarmement, prévoyant une réduction substantielle des forces armées et des armements, l'interdiction des armes atomiques et des armes à l'hydrogène, avec arrêt de leur fabrication et élimination de ces engins des armements. Cependant, les efforts que nous avons faits pour aboutir à un tel accord d'ensemble se sont invariablement heurtés à un mur de réserves et d'objections élevé par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et des autres pays qui se sont associés à la politique de l'OTAN. Dans ces conditions, la seule solution pratique consiste à résoudre le problème progressivement, par

étapes, en commençant par ses aspects les plus urgents, les plus susceptibles de règlement.

31. La délégation soviétique soumet à l'examen de l'Assemblée, à sa présente session, un mémorandum du Gouvernement soviétique relatif à des mesures de désarmement [A/3929]. On y trouve un programme comprenant des propositions concrètes aussi bien sur la réduction des forces armées et des armements de type classique que sur les armes nucléaires. On y envisage également l'institution d'un contrôle international approprié de l'exécution des mesures de désarmement. La délégation soviétique exprime l'espoir que ces propositions seront étudiées comme elles le méritent par les Gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

32. Le Gouvernement soviétique estime que, lors de l'examen du problème du désarmement à la présente session, l'Assemblée générale devrait concentrer son attention sur les questions suivantes, qui sont particulièrement urgentes :

1) Cessation immédiate et générale des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène ;

2) Interdiction de l'utilisation de l'espace cosmique à des fins militaires, suppression des bases militaires étrangères situées sur le territoire d'autres pays, et coopération internationale touchant l'étude de l'espace cosmique ;

3) Réduction des budgets militaires de l'URSS, des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la France.

33. La délégation soviétique propose que ces questions, dont le règlement marquerait un grand progrès vers le désarmement et contribuerait notablement à atténuer la tension internationale, soient examinées séparément, en tant que points distincts de l'ordre du jour de l'Assemblée.

34. A vrai dire, la question de la cessation des essais d'armes nucléaires, qui se pose de nouveau avec acuité, aurait très bien pu ne pas figurer à l'ordre du jour de l'Assemblée, car il était parfaitement possible de la régler bien avant la présente session. En effet, lorsqu'une des trois "puissances atomiques", l'Union soviétique, a arrêté unilatéralement, au printemps de 1958, les essais de tous les types d'armes nucléaires, les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni n'avaient plus qu'à faire un pas dans la même direction et à suivre l'exemple de l'URSS pour qu'il soit mis fin, partout et à jamais, aux explosions expérimentales de bombes atomiques et de bombes à l'hydrogène. Il est vrai que, dans ce cas, l'ordre du jour de notre session aurait compté un point de moins, mais presque tous les membres ici présents s'y seraient certainement résignés bien volontiers et s'en seraient félicités.

35. Pourquoi cela ne s'est-il pas produit ? Quoi qu'on fasse, il n'existe qu'une seule réponse à cette question. Des faits universellement connus montrent que les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni ne désirent pas mettre fin aux essais nucléaires, pas plus qu'ils ne veulent abandonner leur politique de course effrénée aux armements atomiques. Voilà la seule raison pour laquelle les explosions de bombes atomiques et de bombes à l'hydrogène continuent.

36. C'est en procédant, d'avril à septembre 1958, à la série la plus importante d'essais de bombes atomiques et de bombes à l'hydrogène dans l'océan Pacifique que le Gouvernement des Etats-Unis a répondu à l'arrêt par l'Union soviétique des explosions expérimentales

d'armes nucléaires. Le Gouvernement du Royaume-Uni n'a pas hésité lui non plus à effectuer des explosions expérimentales d'armes nucléaires. Ces deux gouvernements ne se sont même pas donné beaucoup de peine pour dissimuler le fait qu'ils se hâtent de profiter de l'arrêt des essais de l'Union soviétique pour essayer d'obtenir certains avantages militaires.

37. Il va de soi que ces agissements des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont libéré l'Union soviétique de l'engagement de n'effectuer aucun essai d'armes atomiques et à l'hydrogène, engagement qu'elle avait pris dans l'espoir que les puissances occidentales agiraient en conséquence. Les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont visiblement dépassé la mesure ; entraînés par leurs calculs, ils pensaient pouvoir continuer à créer et à essayer de nouveaux modèles d'armes nucléaires, pendant que l'Union soviétique les observerait en se croisant les bras et ne tirerait pas de la situation les conclusions qui s'imposent, compte tenu des intérêts de sa sécurité.

38. Il ne peut exister aucune justification au refus des Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni d'arrêter immédiatement et inconditionnellement les essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène. Cependant, les déclarations des Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni en date du 22 août 1958 [A/3895, A/3896] nous font craindre qu'à l'avenir aussi ils ne préfèrent assumer toute la responsabilité d'un échec en ce qui concerne le règlement positif du problème de la renonciation générale aux explosions expérimentales plutôt que d'arrêter les essais de bombes atomiques et de bombes à l'hydrogène.

39. On fait valoir d'innombrables arguments fallacieux et forgés de toutes pièces pour éviter un accord sur cette question. Chacun sait maintenant ce que valent les affirmations encore récentes selon lesquelles il serait impossible de déceler à distance les explosions nucléaires, et, partant, de contrôler l'exécution d'un accord relatif à la cessation des essais. Les savants les plus éminents de huit pays, spécialistes de la recherche nucléaire, ont étudié de façon approfondie, à la Conférence d'experts chargée d'étudier la possibilité de déceler les violations d'un accord éventuel sur la suspension des essais nucléaires, qui vient de se terminer à Genève, les possibilités de déceler les explosions nucléaires, et ils sont parvenus à la conclusion unanime que l'institution d'un contrôle des essais nucléaires est parfaitement possible et réalisable.

40. Cependant, les partisans de la continuation des essais nucléaires ne se laissent pas arrêter par le fait que leurs affirmations sont démenties par les conclusions de la science et par le simple bon sens. Ils ne se laissent apparemment guère troubler par la contradiction flagrante entre leur position actuelle et ce qu'ils disaient hier encore. Ils soutenaient tout récemment qu'ils ne pouvaient arrêter les essais parce que, à les en croire, il était impossible de contrôler l'exécution d'un accord relatif à la cessation des explosions expérimentales. Aujourd'hui, ils sont eux-mêmes obligés de reconnaître que la détection des explosions nucléaires à distance ne présente pas de difficultés particulières, mais ils se refusent quand même à arrêter les essais. Qu'importe, se disent-ils, puisque nous n'avons pas réussi en invoquant l'argument du contrôle, essayons de compliquer par un autre moyen la réalisation d'un accord sur la cessation des explosions expérimentales. C'est ainsi que nous avons vu surgir tout une légion de réserves et de conditions préalables.

41. Si on lit attentivement la déclaration que les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont faite le 22 août 1958, on y trouve tant "premièrement", de "deuxièmement" et de "troisièmement" qu'il est impossible d'arriver au centre du problème, à savoir l'arrêt des essais. Il est particulièrement révélateur que, parmi les conditions posées, figure la limitation de la période de suspension des essais nucléaires à un an seulement, la prolongation de l'accord d'un an étant subordonnée à la condition "que l'on progresse de façon satisfaisante" — je dis bien: "que l'on progresse de façon satisfaisante" — vers le règlement de l'ensemble du problème du désarmement. Cependant, une seule de ces conditions est suffisante pour réduire à néant les assurances des Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni selon lesquelles ils seraient prêts à arrêter les essais nucléaires. On s'efforce de lier la question simple et claire de la cessation des essais à d'autres questions plus complexes du désarmement, de la rejeter dans le labyrinthe des négociations interminables où les puissances occidentales elles-mêmes ont placé à chaque pas de nombreux obstacles sur la voie d'un accord.

42. Bien qu'il se rende compte de ce qu'il peut attendre de ses partenaires, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, à en juger d'après leur position actuelle, le Gouvernement soviétique a néanmoins accepté d'entamer, le 31 octobre 1958, des négociations avec les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni sur la cessation des essais nucléaires. L'Union soviétique se rend à ces négociations avec un objectif précis et un programme bien défini: elles doivent aboutir à la cessation définitive, par tous les Etats, des essais d'armes atomiques et à l'hydrogène, et non servir de paravent grâce auquel on continuerait d'empêcher toute entente sur la cessation générale des essais d'armes nucléaires. Nous déclarons d'ores et déjà que c'est précisément cela que l'Union soviétique demandera durant ces négociations: que l'on ne vienne pas ensuite se plaindre si nous exposons sous leur jour véritable ceux qui s'efforceraient encore d'empêcher tout accord sur la cessation des essais.

43. Il se peut que certains représentants demandent pourquoi l'Assemblée générale devrait s'occuper de la question de la cessation des essais nucléaires alors que, le 31 octobre, les puissances directement intéressées vont ouvrir des négociations à ce sujet. Ce raisonnement appelle une réponse. En examinant ce problème auquel tous les Etats sont intéressés et en adoptant des recommandations en la matière, l'Assemblée générale ne pourra que contribuer au succès des pourparlers qui auront lieu entre les puissances dont dépend directement la cessation des essais. Nous sommes convaincus que l'Assemblée rendrait un bien mauvais service à la cause de la paix si, comptant sur les négociations tripartites, elle n'élevait pas la voix en faveur de la cessation immédiate des essais nucléaires.

44. Je passe maintenant à un problème auquel, il y a encore un an, on ne pensait guère, mais qui, aujourd'hui, retient de plus en plus l'attention. Il est universellement reconnu que la plus grande victoire scientifique et technique de notre époque est le lancement de satellites artificiels de la terre, qui a marqué le début de la pénétration de l'homme dans l'espace cosmique. Cette réalisation offre des possibilités illimitées de connaître l'univers qui nous entoure et de mettre au service de l'homme, de sa raison et de sa volonté, les forces prodigieuses de la nature qu'il a découvertes.

45. Cependant, comme bien d'autres découvertes et bien d'autres réalisations scientifiques remarquables, ce dernier succès peut être utilisé non seulement pour le bien de l'humanité, mais aussi pour son mal. Tout dépend de l'orientation que l'on donnera à la conquête de l'espace cosmique, selon qu'on s'en servira à des fins pacifiques et créatrices ou qu'on le mettra au service de la destruction et de la guerre. L'Organisation des Nations Unies a un grand rôle à jouer à cet égard: elle peut et doit prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les dernières découvertes de la science ne soient exploitées pour intensifier encore la course aux armements.

46. Il ne faut pas permettre que la conquête de l'espace cosmique se retourne contre l'humanité, comme cela a été le cas, par exemple, pour la fission de l'atome. En effet, pendant des années, on a négligé les possibilités d'utilisation pacifique de l'énergie atomique, et la pensée scientifique s'est surtout appliquée à la mise au point d'armes de destruction massive. Bien avant que l'on ait trouvé les moyens d'utiliser l'énergie atomique en vue du progrès technique, on l'a employée, en quelque sorte sous le manteau, pendant la guerre contre le Japon. Aujourd'hui encore, l'Agence internationale de l'énergie atomique s'occupe plus volontiers de textes et de résolutions que de l'octroi d'une aide pratique aux pays qui en ont besoin.

47. En mars 1958, le Gouvernement soviétique a demandé que l'Assemblée générale examine, à sa treizième session, des propositions concernant l'interdiction de l'utilisation de l'espace cosmique à des fins militaires, la suppression des bases militaires étrangères situées sur le territoire d'autres pays et la coopération internationale touchant l'étude de l'espace cosmique [A/3818]. Etant donné que la science de la conquête de l'espace cosmique progresse à pas de géant, la délégation de l'Union soviétique juge indispensable que ces propositions constituent un point distinct et important de l'ordre du jour de l'Assemblée.

48. Il n'y a certainement rien d'étonnant à ce que, dans les propositions soviétiques, l'utilisation de l'espace cosmique soit indissolublement liée — je répète: indissolublement liée — à la suppression des bases militaires étrangères situées sur le territoire d'autres pays. Il ne s'agit en effet que d'aspects différents du même problème. Personne ne niera que ce ne sont pas les engins intercontinentaux eux-mêmes qui sont dangereux, mais les charges atomiques dont peuvent être équipés tant les engins intercontinentaux que les engins à plus courte portée, pour ne pas mentionner les bombardiers.

49. Il existe évidemment des différences dans les moyens dont disposent les divers Etats pour expédier les charges nucléaires, différences dont il convient de tenir compte. Par exemple, il ne plaît pas aux Etats-Unis de voir que l'Union soviétique possède des engins balistiques intercontinentaux. Mais de quel droit demande-t-on à l'Union soviétique de fermer les yeux sur le fait que les Etats-Unis ont établi et continuent d'établir sur des territoires étrangers voisins de notre pays un grand nombre de bases militaires à des fins agressives dont politiciens et militaires américains ne se font pas scrupule de parler?

50. Lorsqu'on nous propose de dissocier la question de l'utilisation à des fins pacifiques de l'espace cosmique du problème du désarmement, tout en passant sous silence l'existence de bases militaires américaines en territoire étranger, il ne reste pas le moindre doute

sur les desseins des auteurs de semblables propositions. En fait, on propose de priver l'Union soviétique de ses moyens de défense efficace — et personne n'en disconvient — tout en permettant aux Etats-Unis de conserver leurs bases militaires. Il est évident que le Gouvernement soviétique ne peut accepter une proposition qui, prévoyant l'interdiction des seuls engins balistiques intercontinentaux, placerait notre pays dans une position d'inégalité et porterait atteinte à sa sécurité.

51. Il faut trouver une solution qui n'avantage ni les Etats-Unis d'Amérique, ni l'Union soviétique, ni aucun autre pays tiers, et qui réponde dans une égale mesure aux intérêts de leur sécurité. Cette solution consiste à interdire l'utilisation de l'espace cosmique à des fins militaires et à supprimer en même temps les bases militaires étrangères situées sur le territoire d'autres pays — et avant tout celles qui se trouvent sur les territoires des pays d'Europe, du Proche et du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

52. Certains hommes d'Etat pensent que l'avenir de l'humanité repose sur l'accumulation de toutes sortes d'engins de destruction. Ils considèrent même l'exploration et la conquête de l'espace cosmique comme un moyen de saturer d'armes le vide qui entoure la terre. Ce n'est pas par hasard que, dans les pays de l'Occident, toute une littérature fleurit sur la guerre future dans l'espace cosmique, et il ne s'agit nullement d'innocents romans de fiction scientifique, mais bien d'une propagande au service d'une guerre destructrice entre des Etats qui existent réellement sur notre planète. Pour les auteurs de cette propagande, l'espace cosmique n'est qu'un moyen de précipiter des bombes atomiques et à l'hydrogène sur les villes et les agglomérations des belligérants. Le peuple soviétique ne peut admettre une telle manière de voir. La délégation soviétique exposera son opinion plus en détail lors de l'examen du point correspondant de l'ordre du jour.

53. Le désarmement est un problème complexe aux multiples aspects, et toute mesure envisagée dans ce domaine met en cause les intérêts les plus vitaux des Etats, puisqu'il s'agit de leur sécurité. L'expérience a montré qu'il n'était pas possible de résoudre en une fois l'ensemble de ce problème dans les conditions actuelles de méfiance exacerbée entre les Etats et de "guerre froide". Par conséquent, seuls ceux qui fondent toute leur politique sur la poursuite de la course aux armements peuvent se refuser à rechercher des mesures concrètes, si limitées soient-elles pour commencer, propres à donner des résultats dès maintenant, à freiner, à ralentir le stockage d'armements.

54. Le budget des Etats reflète comme un miroir leur vie économique ainsi que les efforts qu'ils font tant dans le domaine de l'édification pacifique que dans le domaine militaire. Une réduction des armements entraîne inévitablement une diminution des crédits budgétaires affectés à l'armement; réciproquement, une baisse des crédits militaires peut assurer une réduction des armements.

55. On sait qu'il a déjà été question d'une réduction concertée des budgets militaires des Etats au cours des négociations sur le désarmement, mais, il faut le dire franchement, les représentants des puissances occidentales n'ont jamais beaucoup apprécié cette proposition. Elle n'a d'ailleurs été considérée qu'en liaison avec d'autres problèmes, et c'est précisément ce lien qui a compliqué la réalisation d'un accord sur les budgets militaires. A la présente session, le Gouvernement soviétique propose d'envisager cette réduction en tant que

mesure distincte, qui serait mise en œuvre, que l'on parvienne ou non à un accord sur les autres aspects du problème du désarmement. Si nous voulons sortir du cercle vicieux dans lequel se trouvent les négociations sur le désarmement, il faut rompre ce cercle en un point ou en un autre.

56. Voici ce que propose le Gouvernement soviétique: réduire de 10 à 15 pour 100 les budgets militaires de l'Union soviétique, des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la France, et affecter une partie des ressources ainsi économisées à l'octroi d'une aide aux pays sous-développés. Nous proposons qu'une partie des ressources libérées grâce à la réduction des budgets militaires soit consacrée à satisfaire les besoins urgents des pays sous-développés, et que cette aide soit donnée gratuitement. Les pays qui ont besoin de cette aide sauront sans aucun doute déterminer eux-mêmes les moyens les plus rationnels et les plus efficaces de l'utiliser, non pas dans un avenir éloigné, mais dans l'immediat, et sans qu'aucune condition ne s'y attache.

57. D'aucuns pourront penser qu'une telle proposition n'est pas exempte de dangers, qu'elle peut aboutir à limiter les fabrications militaires. Mais qu'une telle perspective effraie donc ceux qui ont étroitement lié leurs destinées à la politique de la course aux armements et qui ont fait de la production d'engins de mort une source de profit! Quant aux peuples, ils n'ont aucune raison de craindre une réduction des armements.

58. La délégation soviétique soumettra à l'examen de l'Assemblée générale un projet de résolution sur la réduction des budgets militaires des Etats; elle est convaincue que cette mesure contribuera à ralentir la course aux armements, à diminuer la tension internationale, et à alléger sensiblement les charges fiscales.

59. Telles sont, de l'avis de la délégation soviétique, les tâches les plus urgentes dont l'Assemblée générale doit s'occuper à la présente session dans le domaine du désarmement.

60. Tout aussi importante est la tâche qui attend l'Organisation en ce qui concerne la situation qui s'est créée dans le Proche et le Moyen-Orient. Deux grandes puissances ont commis une agression contre deux petits pays arabes. Les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni ont introduit leurs troupes sur le territoire du Liban et de la Jordanie, en vue d'établir dans ces pays leur contrôle militaire, politique et économique, et de mettre de nouveaux obstacles au raffermissement de l'indépendance des peuples arabes.

61. Cette nouvelle agression des puissances occidentales dans le Proche-Orient a soulevé une vague d'indignation dans le monde entier et a été condamnée par l'Assemblée générale. Faire retirer du Liban et de la Jordanie les troupes des Etats-Unis et du Royaume-Uni, mettre fin à l'intervention étrangère dans les affaires intérieures des Etats arabes: cette demande unanime a été l'idée dominante de la troisième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée. Cette demande a trouvé son expression dans la résolution que l'Assemblée générale a adoptée à l'unanimité et qui prévoit le prompt retrait des troupes américaines du Liban et des troupes britanniques de Jordanie [résolution 1237 (ES-III)].

62. Le retrait immédiat des troupes américaines et britanniques du Proche-Orient constitue la condition *sine qua non* pour que cette région cesse d'être un volcan en activité qui menace constamment d'ensevelir sous la lave de la guerre de nombreux pays, peut-être même le monde entier. Qu'on ne s'y trompe pas, aussi long-

temps qu'il reste des soldats américains au Liban et des soldats britanniques en Jordanie, il n'est pas de paix possible dans le Proche-Orient.

63. C'est pourquoi les peuples, y compris le peuple soviétique, ont approuvé la résolution par laquelle l'Assemblée générale souligne la nécessité d'un retrait prochain des troupes étrangères du Liban et de Jordanie. Le moment est venu d'examiner ce qui a été fait pour exécuter cette décision de notre organisation. La délégation soviétique constate que la situation au Liban et en Jordanie est pratiquement inchangée, que l'occupation étrangère de ces Etats se poursuit, et qu'il n'a toujours pas été fixé de délai pour le retrait des troupes américaines du Liban et des troupes britanniques de Jordanie. La déclaration du Gouvernement des Etats-Unis annonçant l'évacuation de deux bataillons du Liban ne modifie en rien la situation, puisqu'il ne s'agit pas de réduire les effectifs américains et britanniques au Liban et en Jordanie, mais de retirer ces troupes jusqu'au dernier homme.

64. Il est inadmissible que les pourparlers engagés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies servent aux Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni de paravert et de prétexte pour retarder le retrait de leurs troupes du Liban et de Jordanie. Soyons francs, à qui fera-t-on croire que les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont besoin des bons offices de qui que ce soit pour "faciliter" le retrait de leurs forces du Liban et de Jordanie? Ils n'ont pas eu besoin d'aide pour introduire leurs troupes dans ces deux pays. Mais quand il s'est agi de retirer leurs troupes, il semble que certaines difficultés se soient présentées et qu'en deux mois les Américains et les Britanniques n'aient pu se décider à mener à bien cette tâche, comme si leurs soldats au Liban et en Jordanie s'étaient trouvés paralysés.

65. Durant la troisième session extraordinaire d'urgence, M. Dulles, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, et M. Lloyd, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni, ont cherché à nous rassurer par de vagues promesses touchant le retrait de leurs troupes. Alors déjà, il n'était pas difficile de voir ce que valaient ces promesses, mais la suite des événements a clairement montré, même aux plus crédules, qu'elles n'étaient qu'un écran de fumée destiné à dissimuler des plans tout différents. Le fait que les Etats-Unis et le Royaume-Uni n'ont toujours pas retiré leurs troupes du Liban et de Jordanie nous autorise à nous demander s'ils n'ont pas l'intention de se livrer à quelque acte de provocation qui leur servirait de prétexte pour retarder encore l'évacuation des troupes.

66. Si ce retard doit se prolonger, la délégation soviétique se réserve le droit de demander prochainement que l'Assemblée examine à sa présente session, en tant que point distinct de l'ordre du jour, la question des agissements des Etats-Unis et du Royaume-Uni au Liban et en Jordanie et du retard apporté à l'exécution de la résolution 1237 (ES-III) de l'Assemblée générale concernant le retrait des troupes.

67. Depuis quelque temps, le Gouvernement des Etats-Unis propose avec insistance la création de ce qu'il appelle une "force d'alerte des Nations Unies", qui serait envoyée sur le territoire de divers Etats; en outre, les partisans de ce projet ne cherchent même pas à cacher qu'ils envisagent en premier lieu d'envoyer de nouveau des troupes dans les pays de l'Orient arabe.

68. A la récente session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, la délégation soviétique a déjà

clairement exposé son point de vue au sujet de tels plans. Leurs auteurs, qui ont essuyé un échec politique à l'occasion de leur intervention dans le Proche-Orient, cherchent manifestement à imaginer une nouvelle forme quelque peu camouflée d'ingérence dans les affaires des Etats arabes et d'autres Etats, sous le couvert de l'Organisation des Nations Unies. On aurait pu croire que les organisateurs de l'agression contre le Liban et la Jordanie se seraient contentés de la douche froide qu'ils ont reçue à la session extraordinaire de l'Assemblée. Il n'en est rien, et nous constatons maintenant que cette douche n'a pas complètement refroidi ceux qui se plaisent à jouer aux maîtres dans la maison d'autrui. Ils veulent de toute évidence et à tout prix, sous une forme ou sous une autre, par exemple sous le couvert d'une "force d'alerte des Nations Unies", maintenir les canons et les chars des Etats-Unis dans le Proche-Orient, et peut-être pas seulement dans le Proche-Orient. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de montrer combien il serait dangereux pour la paix et pour l'Organisation elle-même d'appuyer de tels plans.

69. La délégation de l'Union soviétique ne peut passer sous silence les événements tragiques qui se succèdent depuis près de quatre ans en Algérie. Si l'on ne veut pas nier l'évidence, il faut admettre qu'il s'agit en fait d'une guerre menée en Algérie par une immense armée française contre l'armée bien organisée du Front de libération nationale algérien, qui lutte pour l'indépendance de son pays. Cette guerre inflige des pertes de vies humaines, des destructions matérielles et des souffrances indicibles au peuple algérien. Il est grand temps, selon nous, de mettre fin à cette guerre si destructrice pour l'Algérie et si impopulaire en France même.

70. On parle beaucoup en ce moment de l'organisation, en Algérie, d'un référendum sur la nouvelle Constitution française, dont l'adoption déterminera le sort de l'Algérie. Mais ce référendum peut-il être l'occasion pour les Algériens de manifester librement leur volonté, alors qu'une armée de près de 800.000 hommes se trouve dans le pays pour écraser par le fer et par le feu le mouvement de libération nationale du peuple algérien, qui combat pour son indépendance?

71. La délégation soviétique croit qu'actuellement la France rendrait un grand service à la cause de la paix mondiale en éteignant ce dangereux foyer de guerre en Afrique du Nord. Le Gouvernement français peut parfaitement y arriver en engageant des négociations directes avec le Front de libération nationale en Algérie en vue de régler pacifiquement le conflit algérien. Telle est la seule façon pratique de mettre un terme à la guerre d'Algérie.

72. D'autre part, peut-on parler sans indignation des agissements du Royaume-Uni à l'égard de deux petits Etats arabes: le Yémen et Mascate et Oman? Depuis plusieurs années déjà, la population de ces pays est soumise aux raids barbares des bombardiers britanniques et aux incursions des troupes anglaises. De quel droit le Gouvernement du Royaume-Uni, qui est Membre de l'Organisation des Nations Unies et qui est tenu de respecter la Charte, a-t-il recours à des actes d'agression contre ces Etats? L'Organisation des Nations Unies peut-elle passer sous silence les crimes commis à l'égard du Yémen et de Mascate et Oman? La délégation soviétique estime que notre organisation devrait défendre les peuples de ces pays en condamnant l'agression.

73. Moins de deux mois se sont écoulés depuis l'invasion des troupes américaines et britanniques au Liban

et en Jordanie, mais déjà l'attention du monde se porte sur de nouveaux agissements dangereux des Etats-Unis d'Amérique, cette fois en Extrême-Orient.

74. Que se passe-t-il en Extrême-Orient? La situation menaçante qui s'est créée dans cette région est due au fait que les Etats-Unis d'Amérique ont commis, il y a quelques années, une agression contre la Chine lorsqu'ils se sont emparés de l'île de Taïwan et de l'archipel de P'eng-hou [Pescadores], territoires chinois depuis des temps immémoriaux, et qui continuent de garder illégalement ces territoires, dont ils ont fait une base militaire armée contre la République populaire de Chine et d'autres Etats pacifiques, protégeant leurs canons la clique des traîtres qui ont fui la colère du peuple chinois.

75. Actuellement, le Gouvernement des Etats-Unis menace d'étendre l'agression à des îles chinoises situées à quelques kilomètres des côtes de la Chine continentale et usurpées par les agents de Tchang Kai-chek, à la solde des Etats-Unis. Il menace de faire intervenir ses forces armées afin d'entraver l'action légitime de la République populaire de Chine visant à libérer les îles côtières.

76. La VIIème escadre des Etats-Unis, déployée dans la région du détroit de Formose, se livre à des démonstrations militaires provocatrices en croisant aux abords des ports de la République populaire de Chine. Des mesures sont prises en hâte, sous les yeux du monde entier, pour renforcer cette flotte. Des porte-avions et autres navires de guerre américains ainsi que des formations aériennes sont envoyés dans les eaux chinoises de la région de Taïwan, soit d'Amérique du Nord, soit des bases américaines des Philippines, d'Okinawa, des îles Hawaï et même de la Méditerranée. Les navires de guerre et les avions des Etats-Unis continuent de pénétrer dans les eaux territoriales et dans l'espace aérien de la Chine, tandis que l'armement des agents de Tchang Kai-chek est renforcé à un rythme accéléré.

77. Tous ces préparatifs militaires s'accompagnent d'une campagne effrénée de calomnies et de menaces à l'adresse de la République populaire de Chine, menée par les hommes politiques et les chefs militaires des Etats-Unis, qui, selon toute apparence, ne se rendent pas compte qu'en agissant ainsi ils renforcent encore la volonté du grand peuple chinois de libérer Taïwan, partie intégrante de la Chine. Que le peuple chinois atteindra ce but est aussi inéluctable que la succession de la nuit et du jour.

78. Comme cela arrive souvent, les représentants des milieux militaires des Etats-Unis, qui ne se préoccupent guère d'étiquette diplomatique et de camouflage politique, exposent ouvertement leurs idées. C'est ainsi que le vice-amiral Roland Smoot, commandant des forces armées américaines de Taïwan, a récemment déclaré au public que les Etats-Unis avaient l'intention, de concert avec les agents de Tchang Kai-chek, "d'assener un coup à la Chine communiste"; il a même promis de "rosser" la République populaire de Chine. D'autres représentants des milieux militaires américains, ayant perdu toute notion de la réalité, essaient même d'effrayer la Chine en brandissant l'arme atomique américaine. Il semble que ces déclarations de généraux et d'amiraux américains reflètent certains plans des milieux gouvernementaux des Etats-Unis. Ce n'est pas sans raison que le Secrétaire à la défense des Etats-Unis, M. Neil H. McElroy, a fait écho à l'amiral Smoot et à ses collègues, ne se gênant pas, lui non plus, pour

proférer ouvertement des menaces à l'égard de la République populaire de Chine.

79. Mais il ne s'agit pas seulement de M. McElroy. L'"artillerie lourde" a été mise en action à Washington. Pendant plusieurs jours, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis a fait des déclarations qu'avec toute l'indulgence possible on ne peut qualifier autrement que de menace ouverte et grossière de recours à la force contre la République populaire de Chine.

80. Non seulement le Gouvernement des Etats-Unis continue de justifier l'occupation américaine de Taïwan, mais il se permet d'aller encore plus loin: il définit arbitrairement je ne sais quelles sphères d'intérêts, et même zones d'opérations de ses forces armées, dans d'autres régions du territoire chinois, notamment en ce qui concerne un groupe d'îles côtières situées dans les eaux intérieures de la Chine continentale et commandant l'accès de ports et de villes importants de la République populaire de Chine. Le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis et le président Eisenhower sont allés jusqu'à "reconnaître" — ce sont leurs propres paroles — que ces îles étaient "nécessaires à la défense" de Tchang Kai-chek et à la "sécurité" des Etats-Unis, et ils ont annoncé qu'en conséquence les Etats-Unis "procédaient à un déploiement militaire" en vue d'une action contre la République populaire de Chine.

81. Ces déclarations relatives aux "considérations de défense" et à la "sécurité" des Etats-Unis, par lesquelles les milieux dirigeants américains s'efforcent encore de camoufler leurs agissements contre la Chine, sont si absurdes qu'il est à peine besoin de les réfuter. On ne trouvera probablement pas dans le monde entier des esprits assez simples pour croire que des considérations de "défense" ont poussé les Etats-Unis à s'emparer de terres étrangères situées à plus de 10.000 kilomètres du territoire américain. On se demande ce que dirait le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique si un autre Etat s'emparait, par exemple, de Long Island, qui se trouve à l'entrée du port de New-York, et s'il s'y maintenait grâce à ses forces armées en invoquant des considérations de défense.

82. A quels arguments fallacieux les agresseurs n'ont-ils pas recours pour se justifier! Dénaturant des faits historiques connus de tous, ils ne craignent même pas de s'autoriser de l'accord tristement célèbre de Munich, conclu entre les puissances occidentales et Hitler, et prétendent qu'ils s'immiscent dans les affaires de la Chine et menacent la République populaire de Chine parce qu'ils ne veulent pas un nouveau "Munich". Mais qui ne voit pas que c'est précisément en favorisant l'agression américaine contre le peuple chinois, qui s'est manifestée en particulier par l'occupation de Taïwan et par les efforts faits en vue d'étendre cette occupation aux îles côtières de la Chine, que l'on irait vers un nouveau "Munich"? Ce sont justement ceux qui se laisseraient décourager, ceux qui ne s'opposeraient pas résolument aux provocations actuelles des Etats-Unis en Extrême-Orient, qui se placeraient dans la même situation que les dirigeants britanniques, français et américains qui ont favorisé l'agresseur à la veille de la deuxième guerre mondiale, qui l'ont aidé, et qui portent devant l'histoire et devant les peuples la lourde responsabilité de cette guerre.

83. Quant à ceux qui essaient de donner à l'action entreprise par les Etats-Unis contre la Chine une apparence de "légalité" en invoquant les engagements qui découlent du traité entre les Etats-Unis et Tchang Kai-chek, ils ne sont pas plus convaincants. En droit, cet



"argument" n'a pas plus de poids que l'explication d'un individu qui aurait pris votre porte-monnaie sous prétexte qu'il s'est engagé à remettre votre argent à quelqu'un d'autre. Le peuple chinois n'a pas demandé au Gouvernement des Etats-Unis de prendre le moindre engagement ni en ce qui concerne Taïwan ni en ce qui concerne toute autre parcelle du territoire chinois. C'est pourquoi, dans une déclaration publiée le 6 septembre, M. Chou En-lai, président du Conseil d'Etat de la République populaire de Chine, a indiqué à juste titre, au nom du gouvernement de la République populaire de Chine, que le prétendu traité conclu entre les Etats-Unis et la clique de Tchang Kai-chek n'a aucune valeur pour le peuple chinois et ne peut en aucun cas légitimer l'agression des Etats-Unis d'Amérique.

84. Que l'on ne se méprenne pas sur le sens véritable des agissements actuels du Gouvernement des Etats-Unis en Extrême-Orient et sur les conséquences qu'ils ne manqueront pas d'avoir si l'on n'y met pas fin à temps. Le Gouvernement des Etats-Unis agit imprudemment en lançant des menaces et en s'engageant sur la voie de l'aventure par sa politique à l'égard de la Chine populaire. Les inspireurs des provocations militaires dirigés contre la Chine ont sans doute oublié que la Chine est une très grande puissance dont le peuple, uni derrière son gouvernement, sait déjà, par expérience comment repousser les envahisseurs étrangers.

85. Il ne faut pas oublier non plus que la République populaire de Chine n'est pas seule, qu'elle a des alliés sûrs, prêts à venir à son secours à tout moment et à se joindre à elle pour repousser l'agresseur. L'Union soviétique compte parmi ces alliés. Je me permets de rappeler un passage de la lettre adressée le 7 septembre 1958 par N. S. Khrouchtchev, président du Conseil des ministres de l'URSS, à M. Eisenhower, président des Etats-Unis :

"... Que la question soit parfaitement claire, car, en ces matières, la réticence et les malentendus sont extrêmement dangereux.

"Une attaque contre la République populaire de Chine, grand ami, allié et voisin de notre pays, est une attaque contre l'Union soviétique. Fidèle à son devoir, notre pays fera tout ce qui est en son pouvoir pour défendre, conjointement avec la Chine populaire, la sécurité des deux Etats, ainsi que les intérêts de la paix en Extrême-Orient et dans le monde entier."

Les agissements des Etats-Unis dans la région du détroit de Formose, de même que toute leur politique à l'égard de la Chine populaire, soulèvent des protestations dans le monde entier, notamment parmi les alliés les plus proches des Etats-Unis. Au Royaume-Uni par exemple, même la presse la plus loyale à l'égard des commandements de la "solidarité atlantique" constate avec effroi, ces jours-ci, que les Etats-Unis sont prêts à déclencher une guerre mondiale à cause de leurs activités aventureuses en territoire chinois, et elle reconnaît que les agissements de Washington "désespèrent même les meilleurs amis de l'Amérique". Quant aux Américains, ils comprennent de plus en plus que la ligne de conduite actuelle de leur gouvernement en Extrême-Orient est illégale et dangereuse et qu'elle constitue une menace contre la paix dans cette région et dans le monde.

86. Tous ceux qui ont réellement à cœur les intérêts de la paix ne peuvent manquer de condamner la politique de menaces et de provocations des Etats-Unis à l'égard de la Chine, qui est une politique de guerre. Il devient de plus en plus évident qu'une paix durable ne

pourra régner en Extrême-Orient tant que les forces armées américaines ne seront pas retirées complètement et pour toujours de l'île chinoise de Taïwan et du détroit de Formose, tant que les Etats-Unis ne mettront pas fin à leur ingérence dans les affaires de la Chine.

87. Les agissements américains dans la région du détroit de Formose mettent tout particulièrement en relief une méthode que certaines puissances occidentales, en premier lieu les Etats-Unis, ont pris l'habitude d'appliquer pour parvenir à leurs fins sur la scène internationale. Il s'agit des démonstrations militaires à l'échelle internationale et de l'envoi de navires de guerre et de formations aériennes dans diverses régions du monde, aux frontières des Etats où l'on entend exercer une pression ou recourir directement à la force pour y imposer sa volonté. Il suffit de rappeler quelques faits survenus au cours de cette année pour montrer à quel point de telles méthodes sont devenues courantes.

88. Lorsque le gouvernement légitime de l'Indonésie prit des mesures pour réprimer une rébellion, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis a jugé bon, au plus fort du combat, d'intervenir ouvertement dans les affaires indonésiennes en faisant une déclaration publique dirigée contre le gouvernement indonésien, et des bâtiments de guerre américains sont immédiatement apparus à proximité des côtes indonésiennes.

89. Le Gouvernement des Etats-Unis a également trouvé des prétextes pour envoyer son infanterie de marine sur le territoire cubain.

90. Et n'est-ce pas aux mêmes méthodes que les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont eu recours cet été, dans le Proche-Orient? Cette fois-là, ce sont les événements intérieurs du Liban, d'Irak et de Jordanie qui ont servi de prétexte. La VIème escadre américaine s'est portée en toute hâte vers les côtes du Liban et a braqué ses canons sur la capitale du pays. L'aviation américaine bloquait l'accès à l'aérodrome de Beyrouth, tandis que les britanniques massaient leurs troupes à Chypre en guise de démonstration. Comme vous le savez, l'affaire s'est terminée par une invasion armée directe des troupes américaines au Liban et des troupes britanniques en Jordanie.

91. La même situation se reproduit aujourd'hui. De nouveau, la marine et l'aviation des Etats-Unis se livrent à des démonstrations provocatrices; de nouveau, des menaces sont proférées, cette fois-ci contre la République populaire de Chine.

92. Tantôt sur un point du globe, tantôt sur un autre, les unités navales et aériennes américaines font irruption; le Gouvernement des Etats-Unis s'en sert comme d'un "gros bâton", pour reprendre une expression courante de la diplomatie américaine, contre les Etats qui refusent de se soumettre au diktats de Washington. On peut dire que les porte-avions, les croiseurs, les bombardiers et les chasseurs sont devenus des moyens diplomatiques auxiliaires du Département d'Etat des Etats-Unis.

93. Force nous est de conclure que les milieux de Washington responsables de la politique extérieure actuelle des Etats-Unis ont adopté les mêmes méthodes de menaces non déguisées et de cliquetis d'armes que celles dont usait jadis Hitler lorsqu'il préparait ses agressions successives. Ils essuient un échec ici, le lendemain ils menacent de recourir à la force ailleurs. Mais il n'y a qu'un pas entre la menace et l'usage de la force armée, si l'on permet à ceux qui emploient la menace de passer les limites et si on ne leur résiste pas en temps utile.

94. On se demande à juste titre qui a autorisé le Gouvernement des Etats-Unis à se poser en gendarme international, à intervenir dans les affaires des autres pays et à y arranger les choses à sa convenance. Comment peut-on qualifier ce recours systématique aux démonstrations militaires et à la force pour faire pression sur d'autres pays? Si la comparaison n'était pas trop faible, on pourrait qualifier cette conduite de piraterie internationale moderne, de renaissance des anciennes méthodes de brigandage colonial. Toutefois, dans les circonstances actuelles, ces méthodes sont beaucoup plus dangereuses, de même que les fusées, les avions à réaction et les bombes atomiques sont plus dangereux que les hallebardes et les mousquets du moyen âge.

95. De l'avis du Gouvernement soviétique, l'Assemblée générale devrait prendre une décision interdisant aux puissances de procéder à de semblables mouvements de leurs forces navales et aériennes à des fins de chantage, d'intimidation et de préparation à l'agression, ces forces devant être maintenues dans leurs limites territoriales.

96. La politique des Etats-Unis à l'égard de la République populaire de Chine a eu pour conséquence singulière la situation anormale dont nous sommes tous témoins depuis près de 10 ans en ce qui concerne la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies. En effet, l'absence de représentants de la Chine parmi nous est uniquement imputable à l'attitude hostile et agressive du Gouvernement des Etats-Unis à l'égard de la République populaire de Chine.

97. Quatre-vingts Etats sont représentés à l'Organisation des Nations Unies. Nous trouvons parmi eux des grandes puissances et de petits pays, des Etats anciens et des Etats nouveaux, qui ont récemment accédé à l'indépendance. Nous en sommes tous heureux et nous nous félicitons du caractère universel de notre organisation. Mais peut-on un seul instant considérer comme normale l'absence des représentants de l'une des plus grandes et des plus anciennes puissances du monde, de l'un des fondateurs de l'Organisation, à savoir la Chine, qui compte près du quart de la population mondiale? On se demande combien de temps encore l'Organisation des Nations Unies tolérera une situation qui l'empêche dans bien des cas de jouer son rôle d'organisation vraiment internationale.

98. Une année après l'autre, on joue à l'Organisation des Nations Unies une farce indigne à propos de la représentation de la Chine. Combien de fois déjà les représentants de certains gouvernements ont voté sans sourciller et avec le plus grand sérieux pour affirmer que la Chine n'est pas la Chine et que la marionnette qui représente la clique de Tchang Kaï-chek est en droit d'occuper le siège qui revient au représentant du gouvernement légitime du grand peuple chinois?

99. L'Organisation se doit depuis longtemps de mettre de l'ordre chez elle et de libérer en faveur des représentants de la République populaire de Chine la place qui leur appartient à l'Organisation. La délégation de l'Union soviétique le demande instamment.

100. Le bruit des armes américaines en Extrême-Orient a visiblement redonné du courage à la marionnette des Etats-Unis en Corée du Sud, Syngman Rhee, qui recommence à s'agiter et à préparer une "marche vers le nord". Il ne fait aucun doute qu'une fin honteuse attend les organisateurs d'une telle aventure. Il n'est pas douteux non plus que les agents de Syngman Rhee ne peuvent se lancer dans une provocation militaire contre la République populaire démocratique de Corée qu'avec l'approbation et l'appui direct de ceux qui sont

responsables de la conduite de Syngman Rhee, à savoir les Etats-Unis, qui maintiennent toujours des troupes en Corée du Sud.

101. On se demande pourquoi les Etats-Unis maintiennent des troupes en Corée du Sud, alors que les unités de volontaires chinois évacuent la Corée du Nord. Washington ne fait aucun commentaire à ce sujet; il garde le silence. Peut-être la délégation des Etats-Unis nous dira-t-elle, du haut de cette tribune, quand les troupes américaines évacueront le territoire coréen? Le Gouvernement des Etats-Unis n'a jamais eu et n'a aucune excuse pour maintenir ses forces sur ce territoire. Il doit les retirer ou reconnaître devant le monde entier que Washington nourrit de nouveaux desseins d'agression dans cette région du monde.

102. Les événements récents du Proche-Orient et du détroit de Formose ont montré une fois de plus le caractère véritable de la politique des blocs militaires. S'appuyant sur un réseau de blocs militaires — Organisation du Traité de l'Atlantique nord, Pacte de Bagdad et Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est — les Etats-Unis ont pu se servir des ports, des aérodromes et des principaux moyens de communication de l'Allemagne occidentale, de l'Italie, de la Turquie, des Philippines et d'autres membres de ces blocs, avec l'appui tacite ou déclaré des gouvernements de ces pays, pour transporter leurs troupes vers les zones d'agression. Chacun sait maintenant que, pour parvenir à leurs fins, les initiateurs des blocs militaires n'hésitent pas à mettre en marche tout le mécanisme de ces blocs et à entraîner derrière eux leurs partenaires.

103. On dira que cela ne signifie pas que les pays qui coopèrent actuellement avec les Etats-Unis ou le Royaume-Uni, notamment en mettant à leur disposition leur territoire, désirent être entraînés dans des événements dangereux. Mais ne convient-il pas de tenir compte de l'expérience du passé, qui montre que l'agresseur peut entraîner plus d'un pays dans une aventure pour défendre des intérêts qui leur sont étrangers, simplement parce qu'ils se trouvent liés d'avance à l'agresseur par une chaîne d'engagements forgée à cet effet?

104. Des formules hypocrites comme "la défense commune contre la menace communiste" et "la solidarité du monde occidental", ainsi que d'autres expressions tout aussi trompeuses, laissent clairement apparaître des plans dangereux. Il est difficile, très difficile même, de convaincre un mineur de la Ruhr ou un ouvrier agricole d'Italie méridionale que, si le sol de son pays a servi de tremplin à l'intervention américaine au Liban, c'est afin de combattre le prétendu "communisme international". Et quelle idée de la "solidarité atlantique" se font les habitants de la petite Islande, contre laquelle le Royaume-Uni, son "allié" de l'OTAN, n'a pas eu scrupule à envoyer sa marine de guerre, simplement parce que les Islandais avaient osé proclamer leurs droits souverains sur leurs eaux territoriales?

105. On ne s'étonnera donc pas que l'inquiétude et la méfiance à l'égard de la politique des Etats-Unis et du Royaume-Uni grandissent parmi certains membres des blocs militaires occidentaux, et que ces blocs se lézardent de plus en plus.

106. Le Gouvernement soviétique a toujours été et demeure opposé à la division du monde en groupements militaires, car leur existence envenime gravement les relations entre Etats et constitue en outre une menace de conflit militaire. Le Gouvernement soviétique ainsi que les gouvernements des autres Etats signataires du

Traité de Varsovie se sont déclarés désireux de trouver un moyen de détendre leurs relations avec les Etats membres de l'OTAN. Tel est précisément l'objet de la proposition tendant à conclure un pacte de non-agression entre ces deux groupements.

107. Fidèle défenseur de la paix entre peuples, l'Union soviétique se préoccupe constamment du maintien de la sécurité en Europe. A son avis, on ne peut y parvenir véritablement que par l'union des efforts de tous les Etats européens, par leur rapprochement dans l'intérêt du maintien de la paix, et par l'établissement d'une étroite collaboration internationale. A cet égard, la conclusion par les Etats européens, aussi bien que par les Etats-Unis d'Amérique, d'un traité d'amitié et de coopération serait certainement d'un grand intérêt.

108. Nous vivons à une époque de tension et de complications où le monde est divisé en groupements militaires opposés et où les Etats disposent de moyens de destruction sans précédent. Est-il besoin de souligner que, dans ces conditions, la responsabilité des hommes d'Etat devant les peuples, en ce qui concerne la politique qu'ils poursuivent, est plus grande que jamais? Il est donc naturel qu'aujourd'hui le problème de l'orientation fondamentale de leur politique étrangère se pose à tous les Etats avec une acuité sans précédent dans l'histoire.

109. Si l'on envisage la situation internationale sous l'angle des relations entre Etats telles qu'elles existent réellement à l'heure actuelle, force est de conclure que l'humanité ne peut évoluer que dans deux sens.

110. D'une part, on pourrait approfondir encore les contradictions et accroître la haine et la méfiance qui divisent les principaux groupes d'Etats. C'est la voie dans laquelle nous poussent les champions de la "guerre froide" et de la politique de la "position de force". C'est la voie de ceux qui, chaque jour, mènent une propagande de guerre et de haine entre les hommes. S'engager dans cette voie, c'est approfondir l'actuelle division du monde en groupements militaires, c'est accroître l'hostilité dans les relations entre ces groupements et transformer le monde en un vaste camp militaire hérissé d'armes modernes de tous types, avec toutes les dangereuses conséquences que cela comporte.

111. D'autre part, les Etats pourraient renoncer formellement à recourir à la force dans leurs relations mutuelles, mettre un terme à la propagande de guerre, respecter strictement le droit de chaque peuple et de chaque Etat à vivre comme il l'entend et à établir le régime qui lui plaît, remplacer la course effrénée aux armements par une coopération internationale pacifique où aucun Etat n'essaierait d'en soumettre un autre à son autorité. Il y a longtemps que cette deuxième voie a reçu une définition claire et précise dans les relations internationales. Il s'agit, comme vous le savez, des principes de la coexistence pacifique de tous les Etats. Ces principes reposent sur la reconnaissance du simple fait que tous les Etats qui existent à l'heure actuelle, indépendamment de leur régime social, se trouvent sur la même planète et que nous n'y pouvons rien.

112. Dès les années 1930-1940, il a été généralement reconnu que le monde est indivisible. Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui que le progrès technique a atteint un tel niveau que tous les Etats, où qu'ils soient situés, sont en fait devenus proches voisins. Ils doivent s'efforcer d'établir entre eux des relations pacifiques s'ils ne veulent pas voir le monde devenir la proie d'une guerre atomique.

113. La garantie des conditions essentielles à une coexistence pacifique durable des Etats, indépendamment de leur régime social, dépend dans une large mesure de l'établissement de relations fondées sur la confiance mutuelle et la coopération entre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique. L'URSS, on s'en souviendra, a déjà attiré l'attention de l'Assemblée générale sur ce point à la douzième session<sup>1</sup>. On sait que le Gouvernement soviétique a proposé au Gouvernement des Etats-Unis de conclure un traité d'amitié, qui constituerait pendant de longues années une base solide de coopération entre les deux pays. Nous avons également présenté aux Etats-Unis des propositions concrètes de grande portée sur le développement de la coopération économique. Si ces propositions, qui ont trait aux principaux aspects des relations entre l'URSS et les Etats-Unis, sont demeurées lettre morte, cela tient à l'attitude du Gouvernement américain, et uniquement du Gouvernement américain, bien que nous soyons convaincus que l'amélioration des relations soviéto-américaines servirait les intérêts des Etats-Unis et du peuple américain tout autant que ceux de l'URSS et du peuple soviétique. Seuls ne peuvent s'en rendre compte ceux qui ne pensent qu'aux blocs militaires et qui ne peuvent concevoir un monde où les barricades de la "guerre froide" seraient démolies.

114. En outre, le Gouvernement soviétique part toujours du principe que la coexistence pacifique des Etats est impensable sans l'établissement de relations économiques libres, sans un essor du commerce international, et sans le strict respect du droit souverain des Etats à disposer de leurs richesses et de leurs ressources naturelles. Un commerce exempt des restrictions artificielles et des dispositions qui, ces dernières années, sont plus souvent prises par les états-majors de certaines puissances que par les milieux d'affaires, un commerce fondé sur les principes de l'avantage mutuel et de l'entière égalité de droits des parties, est, de l'avis du Gouvernement soviétique, une des conditions essentielles d'une paix durable.

115. Aujourd'hui, le monde est semblable à une barque sur l'océan, que les vagues menacent de submerger. Cependant, certains hommes d'Etat, au lieu de lutter contre le malheur qui la menace, s'emploient à la secouer, tant et si bien que déjà elle fait eau... C'est ce qu'ils appellent "maintenir le monde au bord de la guerre". C'est ce qu'ils font actuellement. Or, la société n'a pas besoin qu'on rivalise dans la fabrication d'engins de mort et de destruction ni qu'on glorifie la guerre. Si la concurrence, ou plus exactement l'émulation, est inévitable entre des Etats aux régimes sociaux différents, qu'elle porte plutôt sur le relèvement du niveau de vie des populations, sur l'accroissement des richesses spirituelles... Loin de désunir les peuples, une telle émulation les rapprochera, mettant leurs efforts au service de la paix et du progrès.

116. A sa présente session, l'Assemblée générale doit examiner plusieurs questions qui sont de la plus grande importance pour la réalisation de cet objectif. Qu'il me soit permis d'exprimer l'espoir qu'elle se montrera à la hauteur de sa tâche et que ses travaux auront pour résultat de renforcer la paix.

117. La délégation de l'Union soviétique fera tout ce qui est en son pouvoir pour contribuer au succès de la présente session de l'Assemblée générale.

*La séance est levée à 16 h. 45.*

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Première Commission, 935<sup>ème</sup> séance.